

Clt 20

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT

Handwritten signature and text: *Handwritten signature* → 63 Thionville

Affaire suivie par Mlle INGOLD  
☎ 87.34.88.97 - SI/DR

ARRETE

N° 95 - AG/2 -

Handwritten number: 414

en date du

11 AOUT 1995

mettant en demeure la Société RIMLINGER de respecter les prescriptions des articles 16, 26-3, 26-6 et 29 de l'arrêté préfectoral n° 93-AG/2-355 en date du 30 juillet 1993.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-AG/2-355 en date du 30 juillet 1993 autorisant la Société L. RIMLINGER à exploiter une installation de stockage de métaux non ferreux et ferreux sise 3, rue Quéty à CHEMINOT ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées SML/IC 91/02 du 24 juillet 1995 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

A r r ê t e

Article 1er - La Société L. RIMLINGER sise 3, rue Quéty à CHEMINOT est mise en demeure de respecter, pour le 30 septembre 1995 au plus tard, les prescriptions des articles 16, 26-3, 26-6 et 29 de l'arrêté préfectoral n° 93-AG/2-355 en date du 30 juillet 1993.

Article 2 - Faute pour l'exploitant de respecter les prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues par l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Egalité Fraternité

2.

Article 3 - Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié.

Article 4 -

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle -
- M. le Sous-Préfet de METZ-CAMPAGNE -
- M. le Maire de CHEMINOT -
- M. l'Inspecteur des Installations Classées -

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

METZ, le

11 AOUT 1995

LE PREFET,

Pour le Préfet.

Le Secrétaire Général.

*psu interne*

C. SERRA

